

Indispensable éducation sexuelle

Autor(en): **E.J.-R.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[93] (2005)**

Heft 1497

PDF erstellt am: **15.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282926>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Indispensable éducation sexuelle

Les Etats-Unis sont un des pays industrialisés qui connaissent le plus fort taux de grossesse chez les mineures. Ce fort taux de grossesse chez les adolescentes étasuniennes s'explique notamment par l'incurie des manuels d'éducation sexuelle qui, à cause de la pression exercée par les milieux religieux conservateurs, prônent comme seul moyen contraceptif efficace: l'abstinence. En revanche, en Suisse romande, le nombre des mères adolescentes n'est pas assez significatif pour constituer un problème de société, serait-ce donc dû à l'excellence des programmes d'éducation sexuelle ?

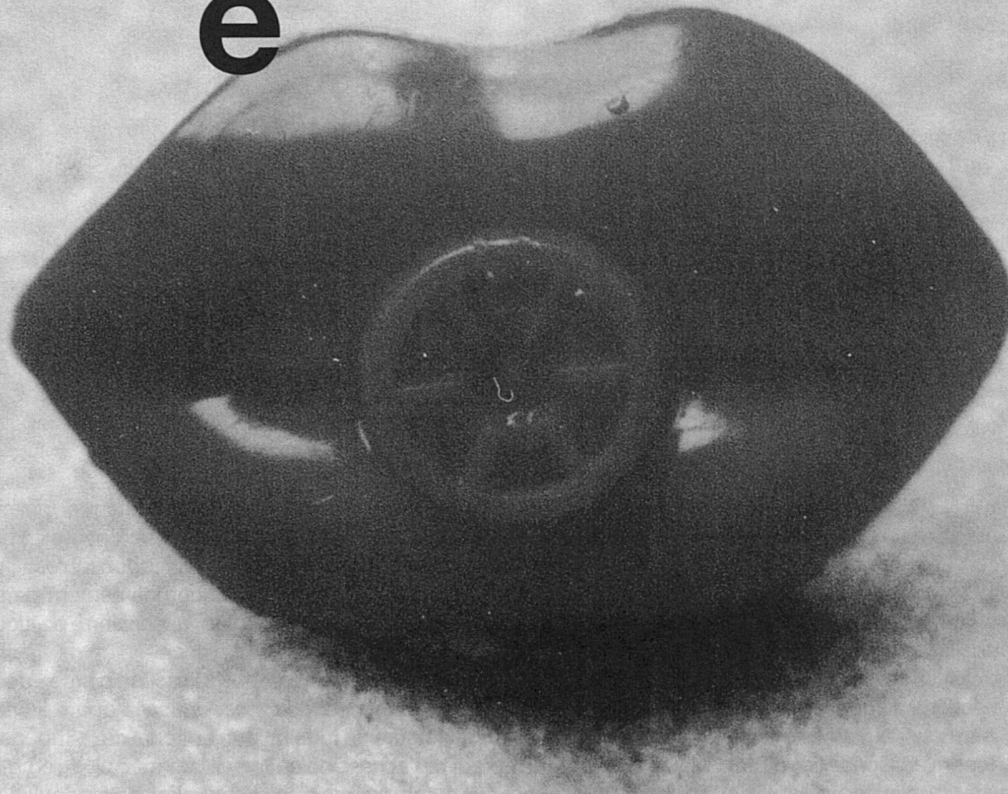
E.J.-R.

Tous les cantons suisses romands dispensent désormais des cours d'éducation sexuelle. Les cantons lémaniques ont été pionniers en la matière, le canton de Genève ayant commencé partiellement à dispenser des cours d'éducation sexuelle dès les années 1920, pour généraliser la pratique dans les années 1970, à l'instar du canton de Vaud qui inaugura ce genre de cours à la fin des années 1960 parallèlement à la création du planning familial. Plus tardivement, les autres cantons ont petit à petit suivi le mouvement entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1980. Les cours d'éducation sexuelle comprennent généralement deux volets, un premier au cours des classes primaires et un second au cours des classes secondaires obligatoires. La présence des enfants à ces cours ne semble pas poser de difficulté. Les organismes chargés d'organiser l'éducation sexuelle, comme la Fondation Profa¹ dans le canton de Vaud ou le Centre d'information sexuelle à Fribourg, constatent que très peu de parents s'opposent à la présence de leurs enfants lors des cours d'éducation sexuelle. Des soirées d'informations aux parents sont d'ailleurs organisées, afin de rassurer les parents et leur permettre de laisser leurs enfants suivre les cours l'esprit tranquille. En outre, pour les plus jeunes, ces cours répondent à une forte demande de prévention, principalement en matière d'abus. Monique Weber de la Fondation Profa relève d'ailleurs que «cette demande soulève quelques tensions, car

pour les animatrices professionnelles il n'est pas question d'aborder le thème de la sexualité avec comme premier angle d'attaque les risques et la violence.» Car, depuis la révolution sexuelle d'il y a 35 ans, les temps ont changé. L'heure n'est plus tant à la joie d'une sexualité libérée de la procréation qu'à l'inquiétude des risques que cette sexualité représente: le SIDA et Marc Dutroux sont passés par là. Monique Weber constate d'ailleurs que «si au début, il n'était pas facile de parler du préservatif symbole de contrainte, aujourd'hui les risques liés à la maladie et le moyen de s'en prémunir font partie intégrante de l'enseignement dispensé.» Plus ambiguë reste cependant la prévention des abus sexuels sur les enfants, car, toujours selon Monique Weber «il faut toujours garder le cap du plaisir et d'une philosophie joyeuse de la sexualité, et c'est plus avec les parents et les adultes qu'il faut travailler la prévention, moins avec les enfants qui n'en sont pas responsables.»

Les questions d'égalité entre les sexes sont aussi fréquemment abordées, même si cela ne va pas toujours sans difficulté. En effet, les questions liées à la sexualité sont le terrain par excellence où les adolescents cherchent à s'affirmer, d'autant plus qu'ils se sentent encore fragiles. En Valais, pour permettre à chacun des deux sexes de s'exprimer le plus librement possible, les classes sont séparées, les filles d'un côté et les garçons de l'autre. Ce qui évite, selon Eliane Launz du Centre SIPE² valaisan que : «les gar-

çons jouent trop aux mecs et que face à cela les filles se taisent.» Et même si les responsables des cours d'éducation sexuelle reconnaissent que les garçons ont parfois tendance à en rajouter dans l'affirmation de leur virilité, ils/elles mettent en garde contre un constat facile de regain de machisme chez les adolescents. Selon les éducateur-trice-s du Service santé jeunesse de Genève (SSJ): «Plutôt que de parler d'un regain de machisme, on pourrait parler de craintes et de difficultés, pour une partie des garçons, à se situer en tant que garçons. Qu'est ce que la virilité, comment l'exprimer envers les filles et entre eux? En cherchant des réponses à ces questions, ils sont souvent maladroits et cette maladresse peut aller jusqu'à des propos désobligeants et parfois violents. La façon dont les médias abordent les comportements des garçons risque aussi de les enfermer dans ce comportement; alors qu'en admettant qu'un bon nombre des garçons ne se trouvent pas dans ce registre, cela pourrait aider les autres à affirmer une identité masculine ne passant pas par des comportements de type machiste.» Pour répondre à ces interrogations et à ces craintes spécifiques aux garçons et partant du constat que le planning familial était un endroit où trop souvent seules les filles se rendaient, l'UMSA (unité multidisciplinaire de santé des adolescents du CHUV) a innové, en créant la Consultation garçon. Cette consultation fonctionne en réseaux avec les services d'urologie et de pédopsy-



chirurgie, permettant ainsi aux adolescents de recevoir des soins pour leurs maux tant physiques que psychologiques, le but des consultations pour garçon étant le plus souvent de les rassurer. Selon le professeur Pierre-André Michaud, médecin responsable: «la consultation répond à un besoin, mais elle ne signifie pas que ça va mal». Pour lui, le discours sur la dégradation des rapports entre filles et garçons adolescents et sur l'aggravation des problèmes de violence en matière de sexualité est largement exagéré. Il en veut pour preuve des enquêtes réalisées auprès de 10'000 jeunes de 16 à 20 ans en 1993 et 2002, qui à la question «avez-vous vécu des expériences de violences sexuelles?» n'ont démontré aucune progression de réponses positives. Il relève encore que la Consultation garçon permet de discuter avec des garçons en toute intimité, sans la pression du groupe, et que dans ce cadre les comportements se font moins provocateurs et que le vocabulaire devient plus adéquat. Car c'est toute la difficulté de l'éducation sexuelle, atteindre la réalité concrète des relations sexuelles et amoureuses, loin des stéréotypes et des images préfabriquées. À ce titre, Eliane Launez pense que: «les filles sont avantagées par leur savoir-faire relationnel, même s'il est difficile pour les deux sexes d'accepter que le sexe n'est pas qu'un savoir technique, mais qu'il nécessite un apprentissage de son propre corps. »

À l'instar de l'égalité hommes-femmes, l'homosexualité est devenu un sujet presque incontournable des cours d'éducation sexuelle, même s'il n'est pas officiellement au programme et même si les animateur-trice-s manquent encore d'outils pédagogiques pour aborder le sujet. En effet, les animateur-trice-s attendent généralement que les jeunes viennent d'eux-mêmes sur le sujet. Cependant, selon Danielle Lecomte, ancienne responsable des programmes d'Education pour la Santé à Genève aujourd'hui décédée: «les adolescent-es n'ont qu'un vocabulaire traumatisant pour définir ce qu'ils peuvent ressentir. Ils ne s'affichent pas, ils posent éventuellement une question anonyme par écrit. L'homophobie est surtout présente chez les garçons, déjà à l'école primaire, et de façon encore plus généralisée lors de la période du cycle d'orientation, où les attitudes machistes sont dominantes. Il manque des perspectives d'épanouissement social aux jeunes qui se sentent attirés par le même sexe. (...) Ils ont terriblement peur d'affronter la collectivité.» Danielle Lecomte reconnaît encore que les ressources font défaut pour parler d'homosexualité en classe: «Le but est que chacun puisse intégrer sa sexualité dans la société selon ses dispositions. Malheureusement, notre action est limitée. Nos interventions sont éparses et très courtes. Nous utilisons les questions des élèves pour conduire la discussion.»³

Malgré leur caractère épars et court, les interventions des animatriceur-trices en éducation sexuelle, conjuguées à l'action des centres de planning familial, contribuent notablement à la santé sexuelle des jeunes filles et des jeunes gens de notre pays. Ces cours sont un espace privilégié de prévention, non seulement des maladies, mais aussi du machisme et de l'homophobie pour que chacun-e puisse développer la sexualité qui lui convient en tout plaisir et toute liberté. Pourtant, les animateur-trice-s en éducation sexuelle, malgré l'importance de leur tâche, souffrent encore dans bien des cantons d'un manque de reconnaissance salariale. En Valais, par exemple, cette profession qualifiée, majoritairement féminine, ne permet à aucune de celles qui l'exercent d'en vivre. Être animatrice en éducation sexuelle ne représente qu'un salaire d'appoint. Monique Weber, de la Fondation Profa, fait d'ailleurs remarquer que: «toutes les professions préventives se féminisent et ne sont donc économiquement pas rentables». Seule Genève semble faire exception à la règle, en offrant une classe de salaire attrayante; mais à ce prix-là une formation de base universitaire, complétée par une formation post-graduée est requise.

¹ www.profa.org

² Sexualité, Information, Prévention, Education

³ Cité par Stéphane Riethauser, *Etre soi-même*, brochure éditée par l'Aide suisse contre le sida, no 1